Livre I : Intervention économique et droit communautaire

Titre I/ Droit communautaire et aide d'état

Chapitre I/Le principe général de prohibition des aides d'Etat dans le traité

§1/ Articles 87 et 88

1/Article 87

2/Article 88

§2/ La notion d'entreprise dans le traité

1/Article 81

2/Article 82

§3/ Généralités sur les aides d'Etat

Arrêt du 11 juillet 2002, HANSA / Commission (T-152/99, Rec. p. II-3049) (cf. point 53)

Arrêt du 16 mai 2000, France / Ladbroke Racing et Commission (C-83/98 P, Rec. p. I-3271) (cf. point 25)

Arrêt du 11 juillet 2002, HANSA / Commission (T-152/99, Rec. p. II-3049) (cf. point 159)

§4/ Définition des aides d'Etat : 4 conditions

Définition Critère de détermination de l'aide d'Etat:

Arrêt du 3 mars 2005, Heiser (C-172/03, Rec. p. I-1627) (cf. points 27, 32-33, 36, 40, 42-43, 55)

Chapitre II/ Le critère de l'avantage consenti (indument)

1/ Existence de l'avantage

Arrêt du 18 septembre 1995, Tiercé Ladbroke / Commission (T-471/93, Rec. p. II-2537) (cf. points 54, 56-63)

§2/ Avantage réel même marginal

Arrêt du 29 septembre 2000, CETM / Commission (T-55/99, Rec. p. II-3207) (cf. point 85)

§3/ Aide d'Etat et dépense fiscale : les allègements fiscaux et sociaux et autres facilités

1/ L'exonération fiscale

Arrêt du 15 mars 1994, Banco Exterior de España / Ayuntamiento de Valencia (C-387/87, Rec. p. I-877) (cf. point 14)

Arrêt du 22 juin 2006, Belgique / Commission (C-182/03 et C-217/03, Rec. p. I-5479) (cf. points 86-87)

2/ Dégrèvement

Arrêt du 2 juillet 1974, Italie / Commission (173-73, Rec. p. 00709)

Arrêt du 19 mai 1999, Italie / Commission (C-6/97, Rec. p. I-2981) (cf. points 15-16)

3/ Dégrèvement de charges et facilité de paiement

Arrêt du 5 octobre 1999, France / Commission (C-251/97, Rec. p. I-6639) (cf. points 35-38, 40, 46-47)

Arrêt du 29 juin 1999, DM Transport (C-256/97, Rec. p. I-3913) (cf. points 19, 27 et disp.)

Arrêt du 15 juin 2006, Air Liquide Industries Belgium (C-393/04 et C-41/05, Rec. p. I-5293) (cf. points 27-36, 38, disp. 1)

4/ Autres facilités

1/Fourniture de prestation de service

Arrêt du 20 novembre 2003, GEMO (C-126/01, Rec. p. I-13769) (cf. points 28-29, 31, 33-34)

2/Aide d'Etat et facilités de trésorerie

Arrêt du 27 janvier 1998, Ladbroke Racing / Commission (T-67/94, Rec. p. II-1) (cf. points 78-79)

Chapitre III/ Le critère tiré de la provenance de l'aide : Etat ou au moyen de ressource d'Etat

§1/ Les aides directes

CJCE Portugal : Commission 6 septembre 2006. Point 19

§2/ Les aides indirectes

1/ Aide ne provenant pas des ressources de l'État mais octroyée à travers des organismes publics ou privés

Arrêt du 30 janvier 1985, Commission / France (290/83, Rec. p. 00439) (cf. al. 13-14)

2/Aide octroyée à travers un organisme contrôlé par l'État

Arrêt du 21 mars 1991, Italie / Commission (C-303/88, Rec. p. I-1433) (cf. al. 11)

Arrêt du 21 mars 1991, Italie / Commission (C-305/89, Rec. p. I-1603) (cf. al. 13)

3/Aide octroyée à travers un organisme public institué par l'État

Arrêt du 12 décembre 1996, Air France / Commission (T-358/94, Rec. p. II-2109) (cf. points 56-62)

4/Renonciation par un État membre à des recettes fiscales

Arrêt du 18 janvier 2005, Confédération nationale du Crédit mutuel / Commission (T-93/02, Rec. p. II-143) (cf. point 95)

5/Caractère inopérant de la distinction aide nationale – aide locale

Arrêt du 14 octobre 1987, Allemagne / Commission (248/84, Rec. p. 04013) (cf. al. 17-18)

Arrêt du 6 mars 2002, Diputación Foral de Álava e.a. / Commission (T-127/99, T-129/99 et T-148/99, Rec. p. II-1275) (cf. point 142)

6/Prêts ou prises de participation au capital

Arrêt du 14 novembre 1984, Intermills / Commission (323/82, Rec. p. 03809)
(cf. al. 31-32)

Arrêt du 10 juillet 1986, Belgique / Commission (234/84, Rec. p. 02263) (cf. al.
13-14)

§3/ L'imputabilité de l'aide à l'Etat

Arrêt du 2 février 1988, Van der Kooy / Commission (67, 68 et 70/85,
Rec. p. 00219) (cf. al. 28-30)

Chapitre IV/ L'effectivité de l'aide sur une entreprise une production

§1/ La notion d'entreprise

Article 81

Article 82

(Déc. Comm. CEE no 89/441, 21 déc. 1988, JOCE 20 juill. 1989, no L 208, p. 38).

CJCE 23 Avril 1991 Höfner et Elser C 41 90 pt 21

CJCE 12 septembre 200 Pavlov EA Aff C 180 98 à C184 98

CJCE 21 Septembre 1999 Albany C 67 96

Ambulanz Glökner C475 99

§2/ La sélectivité de l'aide

1/ Le Principe

2/ Exception : Les mesures générales

Arrêt du 19 septembre 2000, Allemagne / Commission (C-156/98, Rec. p. I-6857) (cf. point 22)

Arrêt du 8 novembre 2001, Adria-Wien Pipeline et Wietersdorfer & Peggauer Zementwerke (C- 143/99, Rec. p. I-8365) (cf. points 34-36, disp. 1)

3/ Définition de la sélectivité par ses effets

Arrêt du 13 février 2003, Espagne / Commission (C-409/00, Rec. p. I-1487) (cf. points 46-49)

Arrêt du 20 novembre 2003, GEMO (C-126/01, Rec. p. I-13769) (cf. points 35, 39)

Arrêt du 15 décembre 2005, Italie / Commission (C-66/02, Rec. p. I-10901) (cf. points 94-101)

4/ Définition de la sélectivité par l'existence d'un pouvoir discrétionnaire de l'administration ou de l'organe public

Arrêt du 6 mars 2002, Diputación Foral de Álava e.a. / Commission (T-127/99, T-129/99 et T-148/99, Rec. p. II-1275) (cf. points 144, 149, 154)

Arrêt du 11 juillet 2002, HAMSA / Commission (T-152/99, Rec. p. II-3049) (cf. points 156-157)

Arrêt du 23 octobre 2002, Diputación Foral de Guipúzcoa e.a. / Commission (T-269/99, T-271/99 et T-272/99, Rec. p. II-4217) (cf. points 65, 69, 71)

Arrêt du 13 septembre 2006, British Aggregates / Commission (T-210/02, Rec. p. II-2789) (cf. points 105-107)

Arrêt du 6 mars 2002, Diputación Foral de Álava e.a. / Commission (T-127/99, T-129/99 et T-148/99, Rec. p. II-1275) (cf. point 168)

Chapitre V/ L'effet sur les échanges intracommunautaires

1/Affectation des échanges entre États membres même si les- bénéficiaires n'exercent leur activité qu'au niveau local

Arrêt du 29 avril 2004, Italie / Commission (C-372/97, Rec. p. I-3679) (cf. point 60)

Aide octroyée à une entreprise limitant son activité au marché intérieur

Arrêt du 13 juillet 1988, France / Commission (102/87, Rec. p. 04067) (cf. al. 19)

Aide octroyée à une entreprise limitant son activité au marché intérieur - Aide de faible importance dans un secteur connaissant une vive concurrence

Arrêt du 21 mars 1991, Italie / Commission (C-303/88, Rec. p. I-1433) (cf. al. 27)

Affectation des échanges entre États membres - Critères - Atteinte à la concurrence – Entreprise bénéficiaire de l'aide ne participant pas aux activités transfrontalières

Arrêt du 29 septembre 2000, CETM / Commission (T-55/99, Rec. p. II-3207) (cf. point 86)

§2/Affectation des échanges

Atteinte à la concurrence - Affectation des échanges entre États membres

Arrêt du 2 février 1988, Van der Kooy / Commission (67, 68 et 70/85, Rec. p. 00219) (cf. al. 58-59)

Affectation réelle des échanges et régime d'aide autorisée

Arrêt du 15 juin 2000, Alzetta e.a. / Commission (T-298/97, T-312/97, T-313/97, T-315/97, T-600/97 à

T-607/97, T-1/98, T-3/98 à T-6/98 et T-23/98, Rec. p. II-2319) (cf. points 76-79)

Affectation des échanges entre États membres - Atteinte à la concurrence - Aide au Fonctionnement aide opérationnelle

Arrêt du 19 septembre 2000, Allemagne / Commission (C-156/98, Rec. p. I-6857) (cf. points 29-31)

Atteinte à la concurrence - Aides à la restructuration d'une entreprise en difficulté - Plan de restructuration ne garantissant pas le retour à la viabilité de l'entreprise

Arrêt du 30 janvier 2002, Keller et Keller Meccanica / Commission (T-35/99, Rec. p. II-261) (cf. points 85-86)

Prêt sans intérêt accordé par une autorité régionale à une compagnie aérienne privée pour faciliter le développement et l'exploitation de plusieurs liaisons aériennes européennes caractérisées par une concurrence intense

Arrêt du 30 avril 1998, Vlaamse Gewest / Commission (T-214/95, Rec. p. II-717) (cf. points 42-43, 46)

Aide bénéficiant à une compagnie aérienne orientée vers le commerce international

Arrêt du 30 avril 1998, Vlaamse Gewest / Commission (T-214/95, Rec. p. II-717) (cf. points 48-50,52)

Titre II/ Dérogations au principe de libre concurrence

Chapitre I/ Les dérogations légales

§1/ Projet important « d'intérêt européen commun »

§2/ Le cas des aides au développement économique

1/ Les aides aux régions en difficulté ou aide à la finalité régionale de l'aide

Aides visant au développement de régions déterminées

Arrêt du 14 septembre 1994, Espagne / Commission (C-278/92, C-279/92 et C-280/92, Rec. p. I- 4103) (cf. points 48-49)

2/ Les aides aux secteurs d'activité et aux entreprises en difficulté

Aides à la construction navale - Directive 90/684 - Aides en faveur des chantiers navals est-allemands

Restructuration d'une des trois plus grandes compagnies aériennes européennes : Arrêt du 25 juin 1998, British Airways e.a. et British Midland Airways / Commission (T-371/94 et T-394/94, Rec. p. II-2405) (cf. point 235)

A/L'identification des entreprises en difficulté

Le principe

Aides pouvant être considérées comme compatibles avec le marché commun Aides à la restructuration d'une entreprise en difficulté

Arrêt du 15 juin 2005, Regione autonoma della Sardegna / Commission (T-171/02, Rec. p. II-2123)

Arrêt du 15 juin 2005, Corsica Ferries France / Commission (T-349/03, Rec. p. II-2197) (cf. point 185)

B/L'exigence du plan de restructuration

- Aide à une entreprise en difficulté ne s'inscrivant pas dans le cadre d'une restructuration comportant réduction ou réorientation de ses activités

Arrêt du 14 septembre 1994, Espagne / Commission (C-278/92, C-279/92 et C-280/92, Rec. p. I-4103) (cf. point 67)

Chapitre II/ Les activités non directement liées à l'autorité publique et qui ne constituent pas des activités économiques

§1/ Définition des services sociaux dans l'Union européenne

1/Les régimes légaux de protection

2/Les services essentiels à la personne

L'enseignement et la formation, tout en étant des services d'intérêt général ayant une claire fonction sociale, ne sont pas couverts par cette Communication.

§2/ La position juridique

[l'arrêt Poucet et Pistre 17 février 1993 C 159 91 C 160 91 la CJCE](#)

[CJCE 16 novembre 1995 FFSA C244 94](#)

[Bruxelles, le 26 avril 2006](#)

[COM\(2006\) 177 final](#)

[CASE CP 26 2000 FNIM vs France \(CMU\)](#)

Chapitre III/ La notion de « service d'intérêt économique général »

§1/ La qualification de SIEG

[CJCE, 10 déc. 1991, aff. C-179/90, Merci convenzionali porto di Genova, Rec. CJCE, I, p. 5889, point 27 ;](#)

[CJCE, 17 juill. 1997, aff. C-242/95, GT-Link, Rec. CJCE, I, p. 4449, point 53 ;](#)

[CJCE, 18 juin 1998, aff. C-266/96, Corsica Ferries France, Rec. CJCE, I, p. 3949, point 45\).](#)

[CJCE, 19 mai 1993, aff. C-320/91, Corbeau, Rec. CJCE, I, p. 2533, point 19](#)

- *des établissements de télévision investis d'une mission de service public*

[\(CJCE, 30 avr. 1974, aff. 155/73, Sacchi, Rec. CJCE, p. 409 ; CJCE, 18 juin 1991, aff. C-260/89, ERT, Rec. CJCE, I, p. 2951](#)

- *des transporteurs aériens obligés d'exploiter des lignes non rentables*

[CJCE, 11 avr. 1989, aff. 66/86, Ahmed Saced Flugreisen, Rec. CJCE, p. 802](#)

- un office public pour l'emploi

[CJCE, 23 avr. 1991, aff. C-41/90, Höfner et Elser :](#)

[CJCE, 15 déc. 1997, aff. C-55/96, Job Centre Coop :](#)

[CJCE, 8 juin 2000, aff. C- 258/98, Giovanni Carra\) :](#)

- — la mise à disposition des usagers d'un réseau public de téléphone

[CJCE, 13 déc. 1991, aff. C-18/88, RTT c/GB-Immo\) :](#)

- la distribution du courrier à tous les usagers sur le territoire d'un Etat membre

[CJCE, 19 mai 1993, aff. C-320/91, Corbeau, Rec. CJCE, I, p. 2563](#)

- — la fourniture d'électricité à tous les usagers dans un tel territoire ou sur une partie seulement de celui-ci

[CJCE, 27 avr. 1994, aff. C-393/92, Almelo ; CJCE, 23 oct. 1997, aff. C-159/94, Commission c/France](#)

- — le service du lamanage dans les ports

[CJCE, 18 juin 1998, aff. C-266/96, Corsica ferries](#)

- un fonds de pension destiné à financer un régime complémentaire de retraite aux Pays-Bas dans la mesure où, dans ce pays, les fonds remplissent une fonction sociale essentielle en raison du montant réduit de la pension légale calculé sur la base du SMIC

[CJCE, 21 sept. 1999, aff. C-67/96, Albany](#)

- — la gestion de certains déchets en vue de faire face à un problème environnemental

[CJCE, 23 mai 2000, aff. C-209/98, Sydhavnens Sten et Grus](#)

[Non au service d'intérêt économique général :](#)

[CJCE, 10 déc. 1991, précité ; CJCE, 17 juill. 1997](#)

[CJCE, 19 mai 1993](#)

[§2/ Le régime des SIEG](#)

[1/Champ d'application](#)

[2/Existence d'un mandat](#)

[3/Compensation \(article 5\)](#)

[4/Contrôle de la surcompensation](#)

[Chapitre IV/ Autres intérêt publics justifiant des dérogations](#)

[§1/ Les aides à l'emploi](#)

Interdiction - Dérogations - Catégories d'aides, définies par voie réglementaire, pouvant être considérées comme compatibles avec le marché commun - Règlement n° 2204/2002 relatif aux aides à l'emploi - Exemptions prévues respectivement par les articles 4, 5 et 6 dudit règlement -

Conditions de compatibilité distinctes et autonomes

[Arrêt du 14 avril 2005, Belgique / Commission \(C-110/03, Rec. p. I-2801\) \(cf. point 46\)](#)

§2/ Les aides pour la protection de l'environnement

Interdiction - Dérogations - Aides pouvant être considérées comme compatibles avec le marché commun - Aides pour la protection de l'environnement - Pouvoir d'appréciation de la Commission

[Arrêt du 8 novembre 2001, Adria-Wien Pipeline et Wietersdorfer & Peggauer Zementwerke \(C-143/99, Rec. p. I-8365\)](#)

§3/ Les aides aux marchés agricoles

Agriculture - Organisation commune des marchés - Sucre - Campagnes sucrières de 1975-1976 à 1979-1980 - Aides - Octroi - Financement - Modalités - Régime

[Arrêt du 25 mai 1977, Cucchi / Avez \(77-76, Rec. p. 00987\)](#)

[Arrêt du 25 mai 1977, Interzuccheri \(105-76, Rec. p. 01029\)](#)

Agriculture - Organisation commune des marchés - Aides d'État concernant des produits soumis à une organisation commune de marché - Atteinte à la réglementation communautaire - Inadmissibilité

[Arrêt du 19 septembre 2002, Espagne / Commission \(C-113/00, Rec. p. I-7601\) \(cf. points 73-74\)](#)

[Arrêt du 19 septembre 2002, Espagne / Commission \(C-114/00, Rec. p. I-7657\) \(cf. points 89-90\)](#)

§4/ Les activités de puissance publique

[CJCE19 janvier 1994 SAT Fluggesellschaft C364 92 point 30](#)

-Aux concours versé par un Etat à une société privée pour une mission de surveillance antipollution

[CJCE 18 Mars 1997 Diego Cali & Figli C343 45](#)

-Aux sommes versées à un organisme de contrôle et de supervision de l'espace aérien :

[CJCE 19 janvier 1994 SAT Euroconvtrol C 364 92](#)

[CJCE 12 décembre 2006 T154 04 Selex](#)

TITRE III/ Le contrôle communautaire

Prélude sur l'article 88

Chapitre 1/ Régime des aides nouvelles

§1°/ Obligation de notifier

[CJCE, 15 mai 1997, aff. C-278/95, Siemens c/ Comm. : Rec. CJCE 1997, I, p. 2507, point 31](#)

≡

§2°/ Effets de l'obligation de notifier

CJCE, 11 déc. 1973, aff. 120/73, Gebr. Lorenz GmbH c/ Rép. féd. Allemagne : Rec. CJCE. 1973, p. 1471

CJCE, 22 juin 2000, aff. C-332/98, France c/ Comm. : Rec. CJCE 2000, I, p. 4833, points 31 et 32

§3°/ Sanctions de l'obligation de notifier

CGCT, art. L. 1511-1-1

CJCE, 21 nov. 1991, aff. C-354/90, Féd. nat. commerce extérieur produits alimentaires, Synd. nat. négociants et transformateurs de saumon c/ État français : Rec. CJCE 1991, I, p. 5505

CE, ass., 2 juin 1993, Féd. nat. commerce extérieur produits alimentaires, Synd. nat. négociants et transformateurs de saumon : Rec. CE 1993, p. 164. - V. aussi CE, 11 juin 1999, Région Languedoc-Roussillon : Rec. CE 1999, p. 969 ; Europe 2000, comm. 93

TA Pau, 3 mai 2005, SA Air Méditerranée : BJDPC 2005, n° 41, p. 302, concl. J.-N. Caubet-Hilloutou

TA Strasbourg, 24 juill. 2003, Sté Brit Air c/ CCI Strasbourg, Sté Ryanair : Dr. adm. 2003, comm. 10, note M. Bazex et S. Blazy ; JCP A 2003, n° 1941, note O. Dubos, confirmé sur le fond par CAA Nancy, 24 juill. 2003, Sté Brit Air c/ CCI Strasbourg, Sté Ryanair : AJDA 2004, p. 396, note L. Richer ; Dr. adm. 2004, comm. 21, note M. Bazex et S. Blazy, confirmé par CE, 27 févr. 2006, Cie Ryanair Limited, CCI Strasbourg et Bas-Rhin : Juris-Data n° 2006-069735 ; JCP A 2006, n° 1072, note M. Karpenschif

CJCE, 11 juill. 1996, aff. C-39/94, SFEI : Rec. CJCE 1996, I, p. 3547, point 43

CE, 29 mars 2006, n° 274923, CELF

CE, 10 févr. 1967, Sté des éts Peti jean : Rec. CE 1967, p. 63 ; RTDE 1967, p. 281, concl. N. Questiaux. - S. Laget, Brèves observations sur la violation de l'article 87 du Traité de Rome : AJDA 2003, p. 1257

§4°/ Dispenses de notification

a) Exemptions en raison du montant de l'aide

Seuil de minimis

[Cons. UE, règl. n° 994/98, 7 mai 1998 : Journal Officiel des communautés européennes 14 Mai 1998](#)

[Comm. CE, règl. n° 69/2001 : Journal Officiel des communautés européennes 13 Janvier 2001](#)

[Communiqué de presse n° IP/06/283, 9 mars 2006](#)

[CJCE, 1 juill. 2005, aff. C-71/04, Xunta de Galicia, points 40 à 44](#)

Calcul du seuil

[M. Karpenschif, Les aides des collectivités locales aux entreprises : quelques interrogations sur la règle de minimis : JCP A 2006, n° 1018, § 8](#)

[Circ., 26 janv. 2006](#)

Respect du seuil

[Circ., 26 janv. 2006](#)

[b\) Exemptions par catégories](#)

Habilitation de la commission à exempter par catégorie

[Règlement du Conseil n° 994/98 du 7 mai 1998](#)

Aides aux PME

[Comm. CE, règl. n° 70/2001, 12 janv. 2001 : Journal Officiel des communautés européennes 13 Janvier 2001](#)

[Comm. CE, règl. n° 364/2004 : Journal Officiel de l'union européenne 28 Février 2004](#)

[Comm. CE, règl. n° 70/2001, art. 5](#)

[Comm. CE, règl. n° 1407/2002, 23 juill. 2002 : Journal Officiel de l'union européenne 2 Aout 2002](#)

[CJCE, 29 avr. 2004, aff. C-91/01, Italie c/ Comm. : Rec. CJCE 2004, I, p. 4355, points 54 s.](#)

Aides à la formation

[Comm. CE, règl. n° 68/2001, 12 janv. 2001 : Journal Officiel de l'union européenne 13 Janvier 2001](#)

[Comm.CE, règl. n° 363/2004, 25 févr. 2004 : Journal Officiel de l'union européenne 28 Février 2004](#)

Aides à l'emploi

[Comm. règl. n° 2204/2002, 12 déc. 2002 : Journal Officiel de l'union européenne 13 Décembre 2002](#)

[les aides à la conservation des emplois restent soumises à notification, règl. n° 2204/2002, art. 9](#)

[c\) Autres exemptions](#)

Applications de régimes déjà notifiés

Compensations d'obligations d'intérêt général

[Comm. CE, déc. n° 2005-842, 28 nov. 2005, art. 3 : Journal Officiel de l'union européenne 29 Novembre 2005](#)

[CJCE, 22 nov. 2001, aff. C-53/00, Ferring SA et ACOSS : Rec. CJCE 2001, I, p. 9067 ; Dr. adm. 2002, comm. 98, obs. M. Lombard](#)

[d\) Suites de la notification](#)

Examen préliminaire, délais

[Cons. UE, règl. n° 659/99, art. 4](#)

[CJCE, 11 juill. 1996, aff. 39/94, SFEI c/ La Poste : Rec. CJCE 1996, I, p. 3547, point 44](#)

[CJCE, 11 juill. 1996, préc., point 53](#)

[CJCE, 15 juill. 2004, aff. C- 501/00, Espagne c/ Comm. : Europe 2004, comm. 327](#)

Recours des intéressés

[TPICE, 23 oct. 2002, aff. T- 346/99, Territorio Historico de Alava et a. : Rec. CJCE 2002, II, points 35 et 36 : AJDA 2003, p. 794, note N. Charbit](#)

[CJCE, 3 mai 2001, aff. C-204/97, Portugal c/ Comm. et France : Rec. CJCE 2001, I, p. 3175](#)

[CJCE, 2 avr. 1998, aff. C-367/95 P, Comm. c/ Sytraval et Brink's France : Rec. CJCE 1998, I, p. 1719, point 41](#)

[TPICE, 21 mars 2000, aff. T-69/96, Hamburger Hafen e. a : Rec. CJCE 2001, II, p. 1037, point 40](#)

[CJCE, 19 mai 1993, aff. C-198/91, Cook c/ Comm. : Rec. CJCE 1993, I, p. 2487, points 23 s. - CJCE, 2 avr. 1998, aff. C-367/95, Sytraval : Rec. CJCE 1998, I, p. 1719, points 39](#)

[CJCE, 29 avr. 2004, aff. C-277/00, Allemagne c/ Comm., point 39 : Rec CJCE 2004, I, p 3925](#)

[TPICE, 15 juin 2005, aff. T-171/02, Regione autonoma della Sardegna](#)

[Règl. 659/99, art. 6. - TPICE, ord. 19 sept. 2005, aff. T-321/04, Air Bourbon SAS](#)

Chapitre II/ Régime des aides existantes

§1° / Procédure formelle d'examen

Ouverture

[Cons. UE, règl. n° 659/1999, art. 6](#)

[CJCE, 28 janv. 1986, aff. 169/84, Cie française azote \[Cofaz\] : Rec. CJCE 1986, p. 391](#)

[Journal Officiel de l'union européenne 16 Mai 2003](#)

Organisation de la contradiction

[CJCE, 14 nov. 1984, aff. 323/82, Intermills c/ Comm. : Rec. CJCE 1984, p. 3809, point 17](#)

[TPICE, 11 mai 2005, aff. T-111/01 et T-133/01, Saxonia Edelmetalle GmbH et a, points 45 s](#)

[Cons. UE, règl. n° 659/1999, art. 6 § 2](#)

Mesures provisoires

[Cons. UE, règl. n° 659/1999, art. 12](#)

[§2°/ Décision finale](#)

Types de décisions, délais

Notification

[Cons. UE, règl. 659/1999, art. 20 § 1](#)

[CJCE, 19 mai 1993, Cook c/ Comm](#)

Recours du bénéficiaire de l'aide

[CJCE, 19 oct. 2000, aff. C-15/98 et C-15/99, Italie c/ Comm. : Rec. CJCE 2000, I, p. 8855](#)

[CJCE, 19 oct. 2000, aff. C-15/98 et C-15/99, Italie c/ Comm. : Rec. CJCE 2000, I, p. 8855](#)

[TPICE, 18 nov. 2004, aff. T-176/01, Ferriere Nord SPA, points 74 s](#)

Recours des tiers

[CJCE, 15 juill. 1963, aff. 25/62, Plaumann c/ Comm. : Rec. CJCE 1963, p. 197, spécialement p. 223](#)

[CJCE, 2 févr. 1988, aff. 67, 68 et 70/85, Kwekerij Gebroeders van der Kooy B.V. c/ Comm. : Rec. CJCE 1988, p. 219, point 22. - CJCE, 24 mars 1993, aff. C-313/90, CIRFS et a. c/ Comm. : Rec. CJCE 1993, I, p. 1125](#)

[CJCE, 23 mai 2000, aff. C-106/98, Comité d'entreprise de la SFP : Rec. CJCE 2000, I, p. 3659, point 41](#)

[TPICE, 3 mai 2002, aff. T-177/01, Jégo-Quééré et Cie SA c/ Comm. : Rec. CJCE 2002, II, p. 2365](#)

[CJCE, 13 déc. 2005, aff. C-78/03, Comm. c/ RFA et Aktions-gemeinschaft Recht und Eigentum e V.](#)

[TPICE, 5 juin 1996, aff. T-398/94, Kahn Scheepvaart BV c/ Comm. : Rec. CJCE 1996, II, p. 477, points 37 s](#)

[CJCE, 23 mai 2000, aff. C-106/98, Comité d'entreprise SFP : Rec. CJCE 2000, I, p. 3659, points 50 s](#)

Recours des collectivités territoriales

[TPICE, 16 juin 1998, aff. T-238/97, Comunidad Autónoma de Cantabria c/ Conseil : Rec. CJCE 1998, II, p. 2271](#)

[CJCE, 8 mars 1988, aff. 62/87 et 72/87 : Rec. CJCE 1988, p. 1573](#)

[TPICE, 15 déc. 1999, aff. T-132/96 et T-143/96, Freistaat Sachsen et a. c/ Comm. : Rec. CJCE 1999, II, p. 3663, points 83 s.](#)

[TPICE, 30 avr. 1998, aff. T-214/95, Vlaamse Gewest c/ Comm. : Rec. CJCE 1998, II, p. 717, point 29. - TPICE, 15 juin 1999, aff. T-288/97, Regione autonoma Friuli-Venezia Giulia c/ Comm. : Rec. CJCE 1999, II, p. 1871](#)

[§3°/ Effets de la décision finale](#)

Décisions favorables

Décision négative

[Cons. UE, règl. 659/1999, art. 14](#)

[CJCE, 15 janv. 1986, aff. C-52/84, Comm. c/ Belgique : Rec. CJCE 1986, p. 89, point 14](#)

Cas de la disparition de l'entreprise bénéficiaire

[a contrario, CJCE, 8 mai 2003, aff.C-328/99 et C-399/00, Italie et SIM 2 Multimédia SpA : Rec. CJCE 2003, I, p. 4035, points 55 s., 77 s](#)

[Comm. CE, déc. n° 2000-537, 14 mars 2000 : Journal Officiel des communautés européennes 9 Septembre 2000](#)

Confiance légitime du bénéficiaire

[CJCE, 1er avr. 2004, aff. C-99/02, Comm. c/ Italie : Rec. CJCE 2004, I, p. 3353, point 20 ; Dr. adm. 2004, comm. 91, M. Bazex et S. Blazy. - CJCE, 23 févr. 2006, aff. C-346/03, G. Atzeni e.a.](#)

Modalités de récupération

[Cons. UE, règl. n° 659/1999, art. 14 § 3](#)

[CJCE, 20 mars 1997, aff. C-24/95, Land Rheinland-Pfalz c/ Alcan : Rec. CJCE 1997, p. 1591 ; D. 1998, jurispr. p. 258, note J.-C. Fourgoux](#)

[CJCE, 21 févr. 1990, aff. C-74/89, Comm. c/ Belgique : Rec. CJCE 1990, I, p. 491](#)

[Cons. UE, règl. n° 659/1999, art. 14 § 2](#)

[Comm. CE, communication : JOUE n° C 110, 8 mai, p. 21 et rect. n° C 150, 27 juin 2003, p. 3](#)

[a contrario, CJCE, 25 oct. 2001, aff. C-276/99, Allemagne c/ Comm. : Rec. CJCE 2001, I, p. 8055, points 22 s](#)

Collectivités territoriales et récupération

[CJCE, 19 juin 1990, aff. C-213/89, Factortame : Rec. CJCE 1990, I, p. 2433 ; RFD adm. 1990, p. 912, note J.-C. Bonichot - CAA Paris, 5 oct. 2004, Min. culture, CELF, SIDE : ADJA 2005, p. 260, concl. P. Trouilly ; JCP A 2005, n° 1174, note B. Cheynet](#)

[CE, 29 mars 2006, n° 274923, CELF,](#)

Chapitre III/ Régimes des aides illégales

Notion

Cons. UE, règl. n° 659/99, art. 1er f

Information par les tiers

Article 20 a § 2 du règlement n° 659/99

Information par l'État concerné

Cons. UE, règl. n° 959/99, art. 10 § 2 et 3

CJCE, 10 juill. 1986, aff. 234/84, Belgique c/ Comm. : Rec. CJCE 1986, p. 2263

Injonction de suspendre ou de récupérer

Cons. UE, règl. n° 959/99, art. 12

Prescription

Article 15 du règlement n° 659/99